



L'OIM critique les quotas d'immigrés hors UE en Grande-Bretagne

GENEVE, 6 juil 2010 (AFP) - L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a critiqué mardi à Genève l'annonce par le gouvernement britannique d'un plafonnement du nombre des immigrés non originaires de l'Union européenne.

"De telles mesures répondent à des contraintes d'ordre politique, mais ne sont pas adaptées du point de vue économique, sur un marché de l'emploi globalisé, avec des entreprises pour lesquelles la quête des compétences professionnelles est prioritaire", a déclaré à des journalistes le porte-parole de l'OIM Jean-Philippe Chauzy.

La mise en place de quotas par les autorités britanniques vise à limiter le nombre des migrants très qualifiés extra-communautaires alors que les pays européens ont besoin de leurs compétences, a-t-il souligné. "De tels critères sont artificiels : la loi du marché, c'est de recruter la personne compétente, d'où qu'elle vienne", a-t-il insisté.

"Le système de santé britannique fonctionne en grande partie grâce à des gens formés à l'étranger", a remarqué le porte-parole de l'OIM.

"En période de récession, on sait que les politiques de recrutement se font plus frileuses, mais la crise ne modifie pas les fondamentaux de la migration", a expliqué M. Chauzy en soulignant que l'Europe, vieillissante et en demande croissante de services notamment dans le secteur de la santé, a besoin de ces immigrés.

Le gouvernement britannique a annoncé le 28 juin dernier son intention de ramener le solde migratoire (nombre des immigrés moins celui des émigrants) "aux niveaux des années 1990, soit des dizaines de milliers de personnes au lieu de centaines de milliers".

Pour ce faire, un quota annuel sera imposé pour le nombre des étrangers s'installant au Royaume-Uni en provenance de pays non membres de l'Union européenne. Aucune limite ne peut être imposée aux ressortissants de l'UE, en vertu des règles communautaires.

Le plafonnement de l'immigration a constitué une promesse de campagne du Premier ministre conservateur David Cameron aux législatives de début mai. Ce projet avait suscité l'opposition des libéraux-démocrates qui se sont finalement rangés à cette idée en acceptant de former un gouvernement de coalition avec les Tories.